



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-65240>

Département(s) de publication : **75**

Annonce n° **24-65240**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Affaires économiques

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Pilotage en transparence de portefeuilles de fonds d'actifs non cotés

Description : Pilotage en transparence de portefeuilles de fonds d'actifs non cotés

Identifiant de la procédure : cb09d9aa-8b6a-44e3-8808-d158c9af92c2

Identifiant interne : 20235552

Type de procédure : Restreinte

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 79412000 Services de conseil en gestion financière

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 30211300 Plates-formes informatiques

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 2,750,000 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre : 4,125,000 EUR

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres restreint. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 2°, R. 2161-6 à R. 2161-9 et R. 2161-11 du Code de la commande publique. La procédure se déroule en

deux phases. Le contrat conclu au terme de la consultation prendra la forme d'un accord-cadre mono-attributaire, traité à prix unitaire sans minimum en valeur ou en quantité, avec un montant maximum de 4 125 000 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre, soit environ 4 950 000 € TTC, en application des articles R2162-1 à R2162-6 du Code de la commande publique. Le montant total des prestations pour la durée maximale de l'Accord-cadre (reconductions incluses) est estimé à 2 750 000 € HT soit 3 300 000 € TTC. Cette donnée est à titre indicative sans valeur contractuelle. L'Accord-cadre sera conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de sa notification. Il pourra être reconduit tacitement trois (3) fois, pour une nouvelle durée d'un (1) an, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans. A titre indicatif, la date prévisionnelle du démarrage des prestations est prévue pour décembre 2024. Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées. L'accord-cadre prévoit les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) facultatives et obligatoires. Les critères retenus pour le jugement des candidatures et des offres sont définis dans le règlement de la consultation. Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est dématérialisé et disponible gratuitement et téléchargeable uniquement à l'adresse électronique suivante : www.marches-publics.gouv.fr. Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. La transmission des plis sur un support physique électronique n'est pas autorisée. Cette consultation permet aux entreprises de candidater sur la base de leur seul numéro de SIRET en complétant le formulaire de candidature en ligne DUME. Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser : - SOIT les formulaires Dc1 et Dc2 disponibles gratuitement sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>, - SOIT utiliser le document unique de marché européen (DUME). Les documents à remettre au titre de la candidature sont listés à l'article 5 du règlement de la consultation. Conformément à la législation française, l'ouverture des candidatures et des offres n'est pas publique. Les modalités de transmission électronique des plis sont précisées dans le règlement de la consultation. La signature électronique des pièces demandées au titre de la candidature n'est pas obligatoire au moment du dépôt du pli. En effet, en application des dispositions issues Code de la commande publique, la signature de l'acte d'engagement ne sera exigée qu'au moment de l'attribution du marché. Pour rappel, la signature devra émaner d'une personne habilitée à engager la responsabilité du candidat.

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : cf. règlement de la consultation

Section 5 - Lot

5.1 Lot : LOT-0001

Titre : Pilotage en transparence de portefeuilles de fonds d'actifs non cotés

Description : Pilotage en transparence de portefeuilles de fonds d'actifs non cotés

Identifiant interne : 20235552

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79412000 Services de conseil en gestion financière

Nomenclature supplémentaire (cpv): 30211300 Plates-formes informatiques

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 02/12/2024

Durée : 48 MONTH

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 2,750,000 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre : 4,125,000 EUR

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Autre

Nom : cf. au règlement de la consultation

Description : cf. au règlement de la consultation

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :

Nombre minimal de candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure
: 5

Nombre maximal de candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure
: 5

La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains participants peuvent être éliminés

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <http://www.marches-publics.gouv.fr/>,

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <http://www.marches-publics.gouv.fr/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 08/07/2024 à 11:30

Date limite de validité de l'offre : 210 DAY

Conditions du marché :

Facturation en ligne : Non autorisée

La commande en ligne sera utilisée : non

Informations relatives aux délais de recours : Précisions concernant les délais d'introduction de recours : 1) jusqu'à la signature de l'accord-cadre, le référé précontractuel contre la procédure d'attribution (article L551-1 du code de justice administrative) ; 2) dans un délai de 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution ou en l'absence de publication d'avis d'attribution dans les six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat : référé contractuel contre le contrat (article L551-13 à L551-23 du code de justice administrative) ; 3) dans un délai de deux mois à compter de la publicité de l'avis d'attribution du marché : recours de pleine juridiction en contestation de la validité de l'accord-cadre ou de certaines de ses clauses non règlementaires qui en sont divisibles assorti, le cas échéant d'une demande tendant à la suspension de l'exécution du contrat (sur le fondement de l'article L521-1 du code de justice administrative).

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Paris

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal Administratif de Paris

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Numéro d'enregistrement : 18002002600019

Adresse postale : 56 RUE DE LILLE

Ville : Paris 7

Code postal : 75007

Pays : France

Adresse électronique : demande-achat@caissedesdepots.fr

Téléphone : 0000000000

Rôles de cette organisation :

Acheteur

8.1 ORG-0006

Nom officiel : Tribunal Administratif de Paris

Numéro d'enregistrement : 17750005500013

Adresse postale : 7 RUE DE JOUY

Ville : Paris

Code postal : 75181

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 0144594400

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : a54061f5-5363-41a9-a8d7-f9ac2d99587a - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 05/06/2024 à 13:46

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 05/06/2024